

## FAITS SAILLANTS

- La Journée Mondiale Humanitaire de 2016 a été célébrée environ trois mois après la tenue du Sommet Humanitaire Mondial les 23 et 24 mai à Istanbul (Turquie).
- Le Fonds Central d'Intervention d'Urgence (CERF) a alloué 10 millions de dollars américains en faveur des personnes affectées par la crise oubliée du sud du Tchad.
- La situation de protection est de plus en plus inquiétante dans la région du Lac avec des incidents qui exposent les personnes déplacées et des populations hôtes.

## CHIFFRES CLÉS

Population	13,2 m
Taux d'alphabétisation	37,3%
PIB/hbt	2 021US\$
Espérance de vie	50,7 ans
Taux de mortalité des < 5 ans	150/1 000
Taux mortalité maternelle	1 100 / 100 000
Accès à l'eau potable	48,2%
Retournés	93 000
Réfugiés	388 339
PDI (dont enregistrées au 1 <sup>er</sup> /09/2016)	109 605 (85 284)

## FINANCEMENTS

**567 millions**  
fonds requis (en US\$)

**24%**  
financés



## Au sommaire

Une JMAH 2016 haute en couleurs P.1

US\$10 millions du CERF pour le sud P.3

Situation inquiétante de protection au Lac P.6

En bref P.8

## Un 19 août riche en couleurs au Tchad

### Solidarité renouvelée en faveur des populations affectées par les crises

La Journée mondiale de l'aide humanitaire (JMAH) de cette année est particulière. Elle est célébrée environ trois mois après la tenue, à Istanbul, en Turquie, du premier Sommet mondial de l'humanitaire, un tournant historique qui a donné des orientations nouvelles à l'aide à travers le monde. En effet, les participants à ce sommet ont adopté le Programme d'action pour l'Humanité, qui regroupe cinq orientations clés (voire [bulletin OCHA mai-juin 2016](#)), entre autres, le renforcement d'un leadership mondial pour prévenir et mettre fin aux conflits, le respect des normes qui protègent l'humanité et le passage de l'assistance à l'élimination des besoins.

Le thème de cette année « une seule humanité » a permis de renforcer la sensibilisation sur les résultats du Sommet Mondial de l'Humanitaire. C'est ainsi que les acteurs humanitaires du Tchad ont célébré cette Journée de l'aide humanitaire aux côtés des communautés locales, des personnes affectées par les crises et des autorités.

Les acteurs humanitaires, les bailleurs de fonds et le Gouvernement ont porté haut la voix des personnes vulnérables en appelant à plus d'engagement dans la réponse à leurs besoins urgents ainsi qu'à leur autonomisation. *« Il est douloureux de constater qu'un enfant sur sept meurt avant d'atteindre cinq ans ou qu'une femme sur cent meurt en couche, faute d'accès aux soins. Au cours*



Une vue de la table-ronde sur « l'avenir de l'aide au Tchad » (Photo UN/Borra)

*d'une récente visite au Lac, j'ai été frappé de constater le manque total d'accès aux soins et aux médicaments dans certains villages. Il en est de même pour tous les services sociaux de base : à Abougoudam, à côté d'Abéché, où je me suis rendu début juillet, les enfants se pressaient autour d'un puit, le seul point d'eau à 20 kilomètres à la ronde. L'accès à l'eau est un défi majeur dans tout le pays », a déploré le Coordonnateur Humanitaire, Stephen Tull dans son [discours](#).*

En dehors des discours des officiels au Musée national, une table ronde sur l'avenir de l'action humanitaire au Tchad a rassemblé partenaires humanitaires, autorités et populations affectées par les crises, afin d'échanger sur les implications du Sommet Mondial de l'Humanitaire pour le Tchad, ainsi que sur les transformations nécessaires du travail humanitaire, qui doit notamment répondre aux besoins urgents tout en assurant l'autonomisation des populations vulnérables. « Si, en plus de faciliter notre accès aux services de bases, nous pouvons avoir un appui à l'agriculture, l'élevage, la pêche et le petit commerce, nous n'aurions plus besoin de l'aide humanitaire », a déclaré Cheikh Saleh, représentant des personnes déplacées du Lac, venu pour partager les conclusions d'un mini-sommet de Baga-Sola organisé par OCHA en mai 2016 entre personnes déplacées, réfugiées et communautés hôtes. Un plaidoyer fort a été fait en vue du renforcement des capacités et du rôle des organisations non-gouvernementales locales. L'intensification de l'assistance via transferts monétaires et la promotion des programmes de filets sociaux ont été discutées.

La Journée Mondiale de l'Aide humanitaire a non seulement servi à mener une sensibilisation sur les résultats du sommet d'Istanbul, mais aussi à rappeler les bases de l'aide humanitaire : les principes humanitaires. C'est ainsi que les jeunes Tchadiens de Gaoui, retournés de la Centrafrique se sont joints à leurs camarades de la Maison de quartier de Chagoua (N'Djamena) pour réaliser une fresque illustrant les principes



Le Gouvernement et les acteurs humanitaires s'engagent en faveur d'un monde plus humain  
(Photo : UN / A. Borra)

humanitaires. Cette fresque, signée par les participants à la Journée du 19 août, symbolise le réengagement de tous en faveur d'un monde plus humain et d'une action humanitaire basée sur les principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance.

Reconnaissant les médias comme des

vecteurs de changement, OCHA, en collaboration avec les Agences des Nations Unies, a organisé, les 16 et 17 août, un atelier d'échanges avec les journalistes sur le thème « Journalisme et Action humanitaire ». Visant le renforcement de la collaboration entre les Nations Unies et les médias, ces échanges ont permis aux journalistes d'améliorer leurs connaissances notamment sur l'action humanitaire, les principes humanitaires et les techniques de rédaction d'articles à sujets humanitaires.

Par ailleurs, une exposition installée en marge de la cérémonie de célébration, au Musée, a rassemblé les photographies de plusieurs partenaires sur l'action humanitaire et les populations affectées par les crises au Tchad, y compris des portraits des participants au mini-Sommet de l'Humanitaire de Baga-Sola.

### Des humanitaires et communautés mobilisés sur le terrain

En dehors de N'Djamena, les acteurs du terrain se sont également mobilisés pour promouvoir l'esprit humanitaire. Ainsi à Goré au sud du pays, ils ont réalisé, sur 8 km, une caravane de sensibilisation pour rappeler à tous (humanitaires, autorités et populations) qu'il faut agir pour alléger les souffrances des autres. Ils sont ensuite allés désherber et nettoyer la cour de l'hôpital puis rendre visite aux malades. Pour se rapprocher davantage des communautés, les humanitaires ont aussi participé à deux matchs de football (un féminin, un masculin) contre les jeunes de la localité. Du côté de Mao dans le Kanem, plus de 150 travailleurs humanitaires se sont mobilisés avec l'appui

*Humanité, impartialité, neutralité et indépendance - La Journée Mondiale de l'Aide humanitaire a non seulement servi à sensibiliser sur les résultats du sommet d'Istanbul, mais aussi à rappeler les principes humanitaires.*

*En dehors de N'Djamena, les acteurs du terrain se sont également mobilisés pour promouvoir l'esprit humanitaire.*

matériel de la mairie, dans une opération de salubrité du marché de la localité avec pour objectif de renforcer, à travers ce geste, la sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement. Une visite à la maternité et à l'unité nutritionnelle thérapeutique (UNT) avec des remises, aux parents des patients, de kits eau-hygiène-assainissement (seau, savon, détergent, moustiquaire) a été organisée.

### 8<sup>e</sup> célébration du 19 août

C'est en 2008 que l'Assemblée Générale des Nations Unies a désigné le 19 août de chaque année pour célébrer, à travers le monde, la Journée Mondiale de l'Aide Humanitaire. Cette journée rend hommage aux victimes de l'attentat du 19 août 2003 qui a coûté la vie à 22 personnes dont le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Irak, Sergio Vieira de Mello.

A Baga-Sola, une séance de sensibilisation sur les principes humanitaires et une exposition-photo ont été présentées au public composé des acteurs humanitaires, des autorités locales, de représentants des personnes vulnérables (personnes déplacées, réfugiés, retournés, communautés hôtes) et de la Force Mixte Multinationale (FMM) de l'Union Africaine intervenant dans la zone du Lac Tchad.

Une [galerie photo](#) donne une idée globale de la célébration de la JMAH à travers le pays.

## Le CERF en appui à plus de 200 000 personnes au sud du Tchad

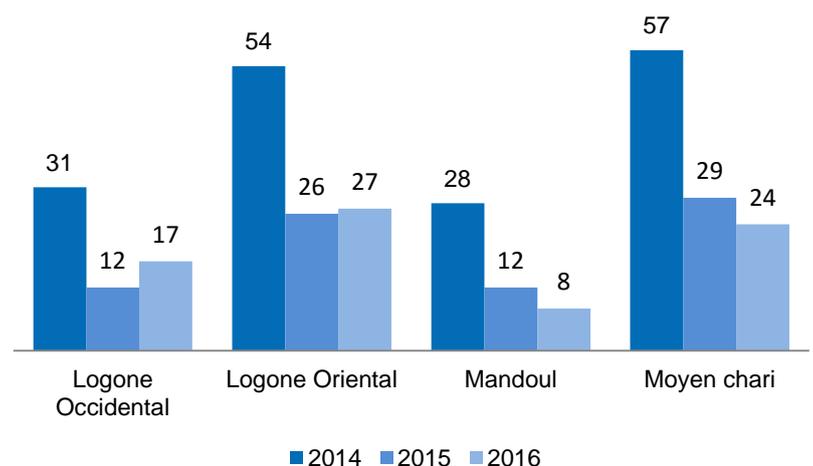
### Une allocation de 10 millions de dollars américains en faveur des populations affectées par la « crise oubliée » au sud du Tchad

Le 16 août 2016, le Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien, a annoncé l'allocation de 50 millions de dollars américains issus du Fonds Central d'Intervention d'Urgence (CERF) afin d'aider deux millions de personnes vulnérables dans six pays affectés par des crises oubliées et sous-financées (Érythrée, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda, Tchad et Yémen).

Parmi ces fonds, dix millions de dollars ont été alloués au Tchad, qui fait partie des pays où le Plan de réponse humanitaire (HRP) est le moins financé – environ 24% du HRP 2016. Suite à un exercice de priorisation et d'identification des besoins les plus urgents, la communauté humanitaire a décidé d'orienter ces fonds vers les populations affectées par la crise centrafricaine au sud du Tchad. Dans cette zone, 83 000 retournés tchadiens et 73 000 réfugiés

centrafricains arrivés depuis fin 2013, ainsi que les communautés qui les ont accueillis, font face à une situation préoccupante. En effet, malgré les efforts déployés par la communauté humanitaire en appui au

Nombre de partenaires humanitaire dans le sud entre juin 2014 et juin 2016

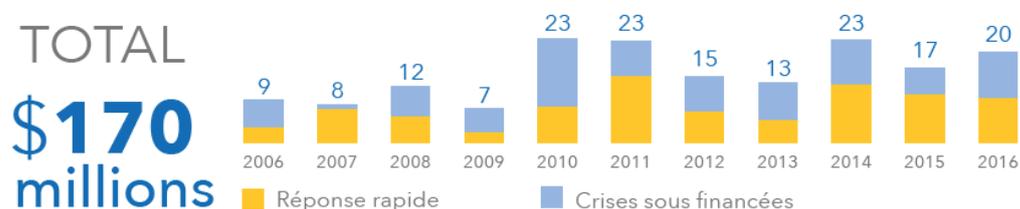


Source : OCHA

Gouvernement depuis deux ans, les conditions de vie de ces populations demeurent difficiles et pourraient se détériorer davantage, du fait de l'insuffisance de ressources entraînant le désengagement progressif des partenaires.

Dans ce contexte, les fonds CERF permettront de soutenir l'action humanitaire et de répondre aux besoins de 210 000 retournés tchadiens, réfugiés centrafricains et communautés d'accueil. Ce soutien se fera à travers une assistance d'urgence en sécurité alimentaire et nutrition, et le renforcement de l'accès aux services essentiels de base (santé, éducation, eau, abris).

#### Financements CERF pour le Tchad par année (en US\$ millions)



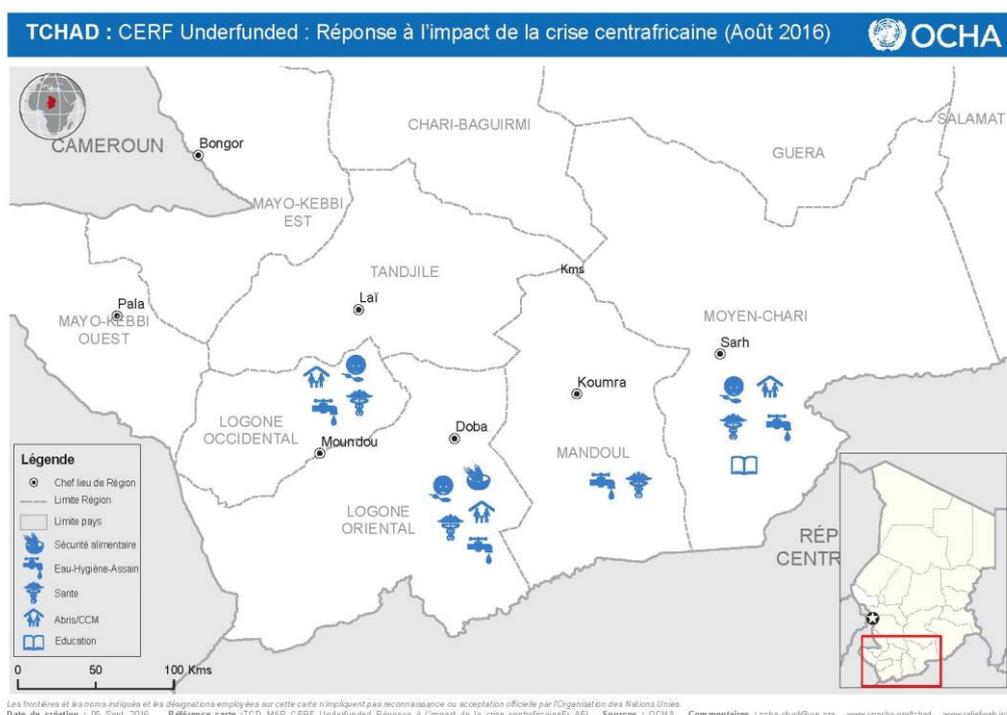
Source: CERF, OCHA

Le CERF est déjà l'un des principaux bailleurs du Tchad. En effet, les deux volets du CERF (réponse rapide et crises sous-financées) ont au total fourni environ 170 millions de dollars américains depuis 2006. Comme en témoigne le graphique ci-dessous, le Tchad a bénéficié chaque année de fonds CERF pour soutenir la réponse aux urgences humanitaires, confirmant son statut de pays prioritaire faisant face à de multiples crises. Le dernier financement CERF date de fin juin 2016 : 10 millions de dollars avaient été alloués afin de soutenir la réponse à la crise dans la région du Lac et à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la bande sahélienne.

#### Des projets pour améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle et renforcer l'accès aux services sociaux de base et l'accès humanitaire

Au total, sept projets financés par les fonds CERF permettront d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables, y compris les communautés hôtes, dans les régions du Moyen-Chari, Mandoul, Logone Oriental et Logone Occidental, au sud du Tchad.

#### Répartition géographique des fonds CERF alloués pour la crise dans quatre régions au sud du Tchad



Source : OCHA, CERF

En **sécurité alimentaire**, la situation se dégrade par manque de ressources. Depuis le début de l'année 2016, les distributions mensuelles du Programme Alimentaire Mondial

*Quelque 83 000 retournés tchadiens et 73 000 réfugiés centrafricains arrivés depuis fin 2013, ainsi que les communautés qui les ont accueillis, font face à une situation préoccupante au sud du Tchad.*

(PAM) ont été réalisées seulement deux fois en faveur des retournés, et l'organisation a dû suspendre son assistance en juillet 2016, faute de financement. Grâce aux fonds CERF, l'assistance alimentaire à travers les transferts monétaires, combinée à un appui pour les cultures de contre-saison, renforcera la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de 120 000 personnes vulnérables.

La **situation nutritionnelle** est également alarmante, avec des taux de malnutrition aigüe modérée de plus de 15% parmi les enfants et de malnutrition aigüe sévère de plus de 5% dans certains sites et villages d'accueil. Le projet financé par les fonds CERF vise à renforcer le traitement et la prévention de la malnutrition, à travers des sensibilisations, des dépistages, et la fourniture d'intrants nutritionnels.

A cause du manque de ressources, la plupart des partenaires de **santé** ont mis fin à leurs activités dans les sites de retournés. Les fonds CERF permettront de fournir des soins de santé aux 210 000 personnes vulnérables ciblées, à travers l'approvisionnement des centres de santé et des hôpitaux en médicaments et équipements, oeuvrant ainsi au renforcement des structures étatiques.

L'accès à l'**eau potable** et aux services d'**hygiène** et d'**assainissement** de base sera également renforcé pour 30 000 personnes, afin de remédier à la situation actuelle où les standards minimums humanitaires de 15 litres d'eau par personne par jour, et d'une latrine et douche pour 20 personnes, ne sont pas atteints.

Les retournés tchadiens au sud du Tchad font par ailleurs face à des conditions de logement qui se détériorent. La plupart des **abris** ont été construits il y a presque deux ans et ont été détruits ou abîmés par les intempéries. Face à cette situation, la dernière distribution partielle de bâches n'a pas couvert tous les besoins et remonte à plus de six mois, excédant la durée de vie moyenne des bâches. Les fonds CERF permettront de réhabiliter et distribuer des abris d'urgence à près de 1 500 ménages les plus vulnérables, limitant ainsi leur vulnérabilité face aux intempéries et aux maladies.

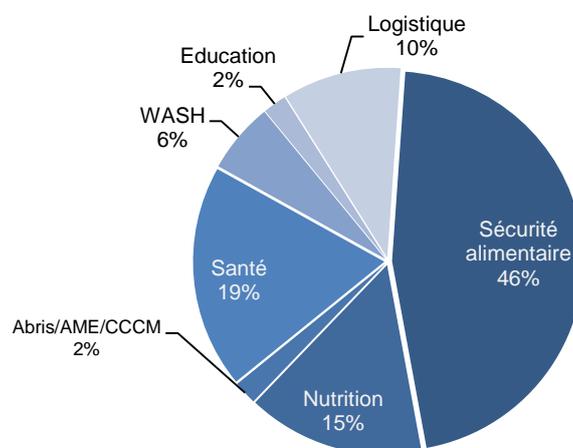
Enfin, sur les 68 000 enfants en âge scolaire ciblés par le HRP 2016 pour le sud, plus de 40% n'ont pas pu avoir accès à l'**éducation**, du fait du manque d'infrastructures, de fournitures scolaires et d'enseignants. Les financements CERF soutiendront la réhabilitation et la construction d'espaces temporaires d'apprentissage, la distribution de kits scolaires, kits récréatifs et kits d'hygiène aux élèves et la création de la capacité initiale d'enseignement, afin d'assurer l'accès à l'éducation de plus de 15 000 enfants retournés, réfugiés et enfants des communautés hôtes.

Par ailleurs, une partie des fonds CERF soutiendra le service aérien afin d'assurer l'accès humanitaire aux personnes affectées au niveau national.

*Une partie des fonds CERF soutiendra le service aérien (UNHAS) afin d'assurer l'accès humanitaire au niveau national.*

Les agences récipiendaires sont la FAO, l'OIM, l'OMS, le PAM, le HCR, l'UNICEF et l'UNFPA. Elles travailleront conjointement avec des partenaires opérationnels afin de mettre en œuvre les différents projets au cours des neuf prochains mois.

Répartition sectorielle des fonds CERF alloués en juillet 2016 pour la crise au sud du Tchad



Source : OCHA

Après plus de deux ans d'assistance, il est nécessaire de prioriser l'autonomisation des populations vulnérables, l'intégration des retournés et réfugiés, et de répondre aux causes profondes des besoins humanitaires.

## Une réponse d'urgence dans une perspective intégrée à moyen-long terme

Les fonds CERF pour les crises sous-financées ne sont pas destinés à financer des solutions à long-terme ou des projets de développement. Toutefois, cette allocation pourrait être une opportunité d'accélérer la mise en place d'approches conjointes de résilience et développement local, notamment avec la mise en œuvre d'activités à impact immédiat qui s'inscrivent dans une approche intégrée et une vision à moyen et long-terme. En effet, après plus de deux ans, il est nécessaire de prendre en considération les problématiques d'autonomisation des populations vulnérables, l'intégration des retournés et réfugiés, et de répondre aux causes profondes des défis auxquels ces communautés font face. Le renforcement des services de base ou encore les interventions humanitaires prenant en compte les populations hôtes, répondent aux besoins d'urgence tout en mettant en place les bases pour une action de développement sur laquelle le Gouvernement saura capitaliser.

Cette articulation et complémentarité entre humanitaire et développement est un souhait fortement exprimé par les populations affectées par la crise centrafricaine, afin d'aller vers une sortie durable de crise. C'est le message porté le 19 août, au cours de la table ronde sur l'avenir de l'action humanitaire au Tchad, par Moussa Béchir, représentant des retournés tchadiens de la Centrafrique vivant sur le site de Gaoui : « *Deux solutions nous permettront de nous réinsérer dans la vie active au Tchad et de sortir de l'assistanat : l'accès au logement, et l'appui pour des activités génératrices de revenus* ».

Dans cette perspective, le Plan de Réponse Globale en faveur des retournés tchadiens de la RCA, finalisé par le Gouvernement en 2015, et devant servir de cadre de référence et l'implication des acteurs de développement et du Gouvernement serait essentiel, afin de poursuivre et consolider les acquis des interventions humanitaires.

## Protection : un défi majeur dans la région du Lac

### La protection des civils et l'accès humanitaire se détériorent face à l'insécurité grandissante dans la région

Depuis quelques mois, les incidents de protection dans la région du Lac sont suivis avec une attention renouvelée. Il s'agit entre autres des violences sexuelles, des violations du droit à la propriété, du droit à la vie et l'intégrité physique, et des violations du droit à la liberté de mouvement. Les zones de Daboua et Liwa sont particulièrement affectées. En août, le monitoring de la protection réalisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (Unicef) sous financement CERF, a rapporté 83 incidents de protection. Les cas ont été référés aux autorités responsables pour suivi.



Les femmes et les enfants sont les plus vulnérables des personnes déplacées.  
(Photo : OCHA / M. Munan)

La situation sécuritaire reste fragile dans la région du Lac, avec plusieurs incidents sécuritaires dans les zones frontalières, où les opérations militaires sont toujours en cours.

Une dizaine d'incidents sécuritaires ont été rapportés entre fin juillet et fin août, incluant notamment des incidents liés à des engins explosifs, des attaques de villages, des vols

*Une dizaine d'incidents sécuritaires ont été rapportés entre fin juillet et fin août principalement dans la cuvette nord du Lac, dans la sous-préfecture de Kaiga Kinjiria, forçant les partenaires humanitaires à suspendre temporairement leurs activités.*

de bétail, etc., surtout dans la cuvette nord du Lac, particulièrement dans la sous-préfecture de Kaiga Kinjiria.

Ces différents incidents ont affecté l'accès humanitaire avec des conséquences sur les personnes vulnérables dans la zone frontalière avec le Niger et le Nigéria. Plusieurs partenaires ont d'ailleurs déjà suspendu leurs opérations dans cette zone du fait de la multiplication des incidents sécuritaires. Dans la zone de Kaiga Kinjiria, près de 8 000 personnes déplacées et 800 réfugiés sont ainsi privés d'assistance dans les secteurs de la santé, nutrition et sécurité alimentaire.

Cette résurgence d'incidents de protection, qui affectent d'autant plus les populations déjà les plus vulnérables (femmes, enfants non accompagnés et séparés, personnes en situation de handicap, personnes âgées), pourrait en partie s'expliquer par le sous-rapportage des cas auparavant, et la meilleure collecte d'information. Cette collecte est dorénavant disponible grâce au renforcement des mécanismes de protection communautaire faisant partie d'un projet financé par le CERF. Les incidents sécuritaires peuvent quant à eux être expliqués par l'intensification des opérations militaires dans la région du Bassin du Lac Tchad et l'éclatement des groupes armés et leur changement de mode opératoire.

Cette détérioration sécuritaire fragilise les populations, déjà exposées à de nombreux défis, et a un impact néfaste sur les liens sociaux (stigmatisation de certaines communautés, méfiance), sur la capacité des humanitaires à répondre aux besoins de base (suspension de l'assistance due aux restrictions sécuritaires dans certaines zones), ainsi que sur le sentiment d'insécurité (manque de protection physique, de soutien psychosocial, d'accès sécurisé, digne et équitable aux services de base et autres besoins liés à la protection des droits humains).

### Besoin de renforcement de la protection

La protection des civils est une des priorités des acteurs humanitaires au Tchad. C'est ainsi qu'ils ont finalisé, via le cluster protection, une stratégie de protection afin de réduire la vulnérabilité des personnes exposées aux risques de protection, en renforçant les mécanismes d'autoprotection communautaire, ainsi que la qualité de la réponse de la communauté internationale et de l'état tchadien.

Cette réponse se traduit par la mise en place de comités locaux de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), l'identification et la formation de relais communautaires jouant un rôle clé dans le rapportage des cas de protection, les séances de sensibilisation dans les sites, et la prise en charge psychosociale, médicale et

juridique des victimes. Par exemple récemment, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) a sensibilisé les autorités administratives, locales et traditionnelles avec un accent particulier sur la loi portant interdiction du mariage des enfants au Tchad. Des séances de sensibilisations conjointes (HCR, UNFPA) ont été organisées en mai au profit de 150 réfugiés représentant les différents comités. De son côté, la Croix Rouge Tchadienne a recruté en juin 40 relais communautaires dont le rôle est de sensibiliser les populations sur la cohabitation pacifique dans les sites de la zone de Daboua. Ces



Il est indispensable de garantir la protection pour ces filles et de leurs familles (Photo : UNICEF/Tremeau)

activités de réponse ne sont pas exhaustives et bien d'autres activités sont mises en place par les partenaires humanitaires nationaux et internationaux.

Des défis subsistent dans le renforcement de la protection des personnes dans la région du Lac, notamment en raison des difficultés d'accès. Par exemple l'obtention de documents officiels d'identité (actes de naissance) est problématique aussi bien pour les personnes déplacées que pour les réfugiés. Cela est dû à la fois à la sous-information de ces personnes et à l'accès aux services d'état-civil.

De manière générale, il est important de renforcer et étendre l'analyse et le suivi de la situation en matière de protection à toute la région, réduire la vulnérabilité de la population face à l'insécurité et aux menaces de protection, et favoriser l'inclusion des principes de protection transversale dans la réponse humanitaire, afin que celle-ci se fasse dans le respect des droits et de la dignité des populations dans le besoin.

## En bref

### Près de 15 000 hectares de cultures touchés par une invasion acridienne dans la bande sahélienne

Selon les agriculteurs des régions de Kanem, Barh-el-Gazal, Sila et Ouaddaï, les criquets ravageurs (*oedaleus senegalensis*) ont infesté les cultures dans plusieurs départements et s'attaqueraient entre autres aux cultures de mil. Les premières évaluations effectuées par l'Agence nationale de lutte antiacridienne (ANLA) et l'Office national de développement rural (ONDR) montrent que pour l'instant, 14 916 hectares de champs sont touchés dans la bande sahélienne. Les régions du Ouaddaï et du Wadi-Fira sont les plus touchées, avec respectivement 8 500 hectares (57%) et 5 900 hectares infestés (39,5%) toutes cultures confondues. 387 hectares sont touchés au Kanem et 129 au Sila. Les données de la région du Barh-el-Gazal ne sont pas encore disponibles. Cette invasion acridienne pourrait avoir un fort impact sur la production agricole et détériorer davantage la sécurité alimentaire dans ces régions de la bande sahélienne du Tchad où plus de 462 000 personnes sont déjà en insécurité alimentaire sévère (phase 3 à 5), selon les projections du Cadre Harmonisé de mars 2016. (Source: cluster sécurité alimentaire, SISAAP, OCHA). (Source: cluster sécurité alimentaire, OCHA).

### Faire face au paludisme et se préparer à d'autres urgences sanitaires

Le paludisme est à son apogée dans tout le pays, avec plus de 35 000 cas suspects par semaine depuis le début du mois d'août. Même si une tendance croissante est habituellement observée au cours de la saison des pluies, le nombre de cas par semaine a doublé par rapport à l'année dernière à la même époque. Au total, plus de 336 000 cas de paludisme ont été confirmés depuis le début de l'année, dont plus de 900 morts. A cette urgence de paludisme, s'ajoute le risque de choléra, alors qu'une épidémie sévit en République Centrafricaine voisine ayant fait 46 cas dont 13 décès au 10 août. Les mesures de préparation d'urgence mis en œuvre ou recommandées par les autorités sanitaires dans le sud du Tchad comprennent le renforcement de la surveillance épidémiologique, un inventaire des kits choléra pré-positionnés et des séances de sensibilisation de masse pour assurer des pratiques d'hygiène appropriées. Une autre menace épidémiologique - la poliomyélite - plane sur le Tchad, à sa frontière avec le Nigéria. Des cas de la maladie ont été enregistrés à Gwoza et Jere dans l'Etat de Borno dans le nord-est du pays. Une campagne régionale de vaccination commence début septembre dans les quatre pays du Bassin du Lac Tchad. (Source: Rapport de surveillance épidémiologique/Ministère de la Santé Publique, OCHA).

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Florent Méhaule**, Chef de Bureau, [mehaule@un.org](mailto:mehaule@un.org), Tel. (+235) 68 85 10 04

**Naomi Frérotte**, Chargée de l'Information Publique, [frerotte@un.org](mailto:frerotte@un.org), Tel. (+235) 66 90 16 33

**Augustin Zusanné**, Assistant Chargé d'Information Publique, [zusanne@un.org](mailto:zusanne@un.org), Tel. (+235) 63 90 09 13

[www.unocha.org/tchad](http://www.unocha.org/tchad) | [www.humanitarianresponse.info/tchad](http://www.humanitarianresponse.info/tchad) | [www.reliefweb.int/country/tcd](http://www.reliefweb.int/country/tcd)